

ENTRETIEN

Bayrouiste de gauche

CLAUDE JORDA Ancien haut magistrat et ex-président du Tribunal pénal international pour la Yougoslavie, il soutient Bayrou

PROPOS RECUEILLIS PAR
BENOÎT LASSERRE

« Sud Ouest ». Vous venez de dire oui à François Bayrou pour présider son comité de soutien en Gironde... Claude Jorda (1). Je ne rejoins pas Bayrou parce qu'il monte dans les sondages, j'avais déjà voté pour lui en 2007. Aujourd'hui, je constate que la France est un pays découragé. Ce qui me plaît dans l'engagement de Bayrou, c'est qu'il a une vision et qu'il n'est pas un adepte de la navigation à la godille. Je crois par ailleurs qu'il veut donner de l'espérance à la France, mais sans la bâtir sur du sable et sans tomber dans la démagogie. Enfin, je dirais que c'est un homme neuf, même s'il a exercé des fonctions ministérielles dans les années 1990. Je le dis d'autant plus que notre première rencontre a été un peu tendue, car je l'ai comparé à Don Quichotte, seul face aux moulins à vent.

Vous vous revendiquez de gauche. Vous n'avez plus confiance en elle ? Si le deuxième tour oppose Hollande à Sarkozy, je voterai Hollande. Mes valeurs sont de gauche, républicaines et laïques, et il y a une ressemblance entre nos parcours personnels, Bayrou et moi. Mais je crois qu'entre, d'une part, un quinzenat qui n'est pas réussi, au cours duquel les réformes nécessaires n'ont pas été menées avec la concertation nécessaire, au cours duquel les riches se sont enrichis et les pauvres appauvris, et, d'autre part, un programme de gauche qui ne me semble pas réalisable



Claude Jorda. ARCH. L. THOUËTY (SO)

« Bayrou veut donner de l'espérance à la France sans la bâtir sur du sable »

et va donc entraîner des déceptions, Bayrou est le seul candidat réaliste. C'est aussi le meilleur candidat anti-Sarkozy, mais je précise que je le rejoins par adhésion, pas par défaut.

Comment allez-vous vous impliquer dans la campagne ? Allez-vous être le Monsieur Justice de Bayrou ? Je ne suis pas un homme d'estrade, mais je ne me déroberai pas aux obligations qu'impose cette présidence. En ce qui concerne la justice, si Bayrou m'avait demandé lors de notre entrevue de lui rédiger des fiches, je me serais levé et je lui aurais dit au revoir. Mais, bien sûr, je regarderai de près la partie judiciaire de son pro-

gramme, notamment ce qui concerne le parquet. Je ne suis pas favorable à son indépendance, car le parquet est chargé de propulser la politique pénale voulue par un gouvernement élu par le peuple. Ce que je constate, c'est que tous les candidats, ou presque, réclament aujourd'hui que les magistrats du parquet soient nommés sur avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature. Cela évitera toute suspicion sur la nomination d'un procureur, comme cela vient de se produire à Bordeaux.

Les relations entre Nicolas Sarkozy et les magistrats ont été très conflictuelles. Votre antisarkozysme est-il celui d'un magistrat ? Non, il n'y a aucun corporatisme dans mon engagement politique. Certaines réformes étaient nécessaires, comme la carte judiciaire, mais la méthode a été trop brutale. D'autres, comme la suppression du juge d'instruction, ont heureusement été abandonnées. Je ne crois pas que la justice manque de moyens, sauf pour le système pénitentiaire, mais la magistrature a été malmenée et elle est aujourd'hui découragée. Elle croule sous les affaires. Ce qu'il faut, comme pour la France, c'est redonner de l'espérance à cette profession.

(1) Claude Jorda a été procureur général près la cour d'appel de Bordeaux de 1985 à 1992 avant d'occuper le même poste à Paris de 1992 à 1994. À cette date, il devient juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, qu'il a présidé de 1999 à 2003.